NECESSITE DE LA CONQUETE DU POUVOIR POLITIQUE, etc.

L'exercice du pouvoir devrait permettre précisément de renforcer cette propagande spécifiquement socialiste, de mettre en évidence, avec une clarté éblouissante, la **NATURE** de l'Etat de classe, la nécessité de sa **DESTRUCTION** préalable à tout effort constructif sérieux, la nécessité de la dictature du prolétariat, comme période transitoire destinée à briser toutes les résistances et à détruire tous les vestiges de la classe ennemie. Au lieu de cela, le secrétariat du Parti envoie à ses 6.000 sections des documents « éducatifs » révélant un niveau idéologique effroyablement bas : telle cette lettre-monument de B. Chochoy reprochant à un jeune chômeur d'avoir eu l'audace de demander du travail, puis, l'ayant obtenu, d'oser penser autrement que ce « socialiste » à mentalité de mauvais patron; ou encore cet autre document digne de la collection du « **MATIN** » d'août 1914, où l'on vous démontre que le Front populaire a remporté une victoire éclatante sur l'or, humilié, maîtrisé, vaincu, qui rentre dans les caisses du Trésor après avoir tenté une vaine évasion !

C'est parce que nous sommes et que nous serons impitoyables en présence de telles déviations monstrueuses que nous nous sommes attiré des aversions solides. Mais nous ne faillirons pas à notre tâche, dont nous savons le prix, et qui est de rappeler sans cesse les vérités fondamentales qu'une **MAUVAISE CONCEPTION DE L'EXERCICE DU POUVOIR** risque d'étouffer ou de dissimuler à l'heure même où les masses devraient **S'EMPARER** de ces vérités pour un armement idéologique irrésistible.

C'est pourquoi nous ne nous détournerons de notre effort d'explication marxiste, et d'éducation révolutionnaire, pour nous occuper des réactions des hommes et de « l'appareil » que dans la mesure où ces réactions nous fourniront des éléments démonstratifs pour confirmer nos appréciations.

⁂

Et nous pouvons faire ce travail « **EN AMIS** » (nous l'avons déjà prouvé), sans jamais manquer à la solidarité du Parti... mais seulement à l'égard de ceux qui cherchent à nous comprendre, ou qui ne nous considèrent pas comme des ennemis parce que nous menaçons, semble-t-il, leurs habitudes ou leur tranquillité bureaucratique.

C'est dans cet esprit de libre recherche et de critique indépendante que nous avons rédigé notre motion politique pour le Congrès national.

C'est à titre de contribution sérieuse et réfléchie à la détermination de la politique du Parti que nous livrons à nos camarades des commentaires, des justifications, des arguments pour ses divers paragraphes.

La mission du Parti et la tâche propre du Gouvernement ne peuvent que gagner en autorité et en puissance si tous les militants font le même effort, ou se donnent au moins la peine de le discuter.

Marceau PIVERT.

La première livraison des **Cahiers Rouges** est consacrée exclusivement au **COMMENTAIRE** des motions que nous présenterons au prochain Congrès national du Parti.

Ces motions ayant fait l'objet d'un tirage à part, nous n'avons pas cru nécessaire d'en reproduire ici le texte. Les camarades qui en désireraient des exemplaires sont priés de s'adresser à **BRET, 42, rue de Dantzig, Paris-15e.**

C'est à dessein qu'aucun commentaire n'est consacré dans ce cahier au problème espagnol. Nous considérons, en effet, que ce problème doit faire l'objet d'une motion spéciale susceptible de rallier, au-dessus de toute divergence doctrinale, l'unanimité du Parti. Dans ce but, nous soutenons intégralement l'activité du Comité d'action socialiste pour l'Espagne (C.A.S.P.E.), 21, rue Saint-Fiacre, Paris-2e, et nous demandons à tous nos lecteurs et amis de défendre la motion que le C.A.S.P.E. présente pour le Congrès.

Il faut que nous constituions des GROUPES D'ETUDES dans lesquels œuvrent ceux qui, parmi nous, veulent réellement travailler, ceux qui sentent précisément cette nécessité de voir notre doctrine clairement adhérente aux faits, d'accord avec les éléments des syndicats qui, eux aussi, sentent bien que la situation présente nous pousse directement vers la PRISE DU POUVOIR, QU'IL N'Y A PLUS QUE LE CHOIX ENTRE LE FASCISME ET LE SOCIALISME.

Georges MONNET.

(Congrès de Paris, 14-17 juillet 1933.)

Ce que le Parti a voulu

Au Congrès de Huyghens, le Parti ne s'est engagé dans l'expérience — toujours périlleuse — de l' « exercice du pouvoir » que parce qu'une condition essentielle était remplie : disposant de la MAJORITÉ *et de l'*AUTORITÉ *dans le gouvernement, il pouvait faire prévaloir les solutions audacieuses qu'exigent la lutte contre les féodalités capitalistes, la lutte pour la paix.*

Et, tout d'abord, nous voudrions, dans une sorte d'introduction à notre motion, avant d'indiquer où nous voulons aller, rappeler *d'où nous venons*, avant de fixer le but à atteindre, préciser le *point de départ*. Et nous répondrons ainsi à une accusation souvent formulée contre nous par la direction du Parti : celle de manquer de loyauté. La direction du Parti trouve abominable que nous élevions des critiques contre ceux que le Parti — et nous-mêmes avec lui — avons été *unanimes* à déléguer, en juin dernier, au gouvernement. Séverac nous reproche d'oublier « *les engagements pris et la parole donnée* » (Préface à la quatrième édition des *Lettres à Brigitte*, janvier 1937; *Populaire* du 14 janvier 1937). Paul Faure écrit : « *Au mois de juin dernier, le Parti a voulu une politique, il a été unanime à la vouloir. Il a investi de sa confiance certains des nôtres qu'il a autorisés à participer au gouvernement dans des conditions déterminées... Les engagements ont été tenus... On n'a pas le droit de tirer dans le dos des hommes qu'on a mis en avant* » (Circulaire 273, du 19 janvier).

Nous croyons nécessaire, pour répondre à cette accusation, de rappeler ce que nous avons voulu, ce que le Parti tout entier a voulu.

Exercice du pouvoir, oui, mais sous deux conditions

En maintes circonstances, nos organismes dirigeants, tout en condamnant le principe de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste, tout en en dénonçant les périls, avait néanmoins admis que, dans des circonstances exceptionnelles, *sous certaines conditions* qui en limiteraient les risques, l'expérience pourrait — ou devrait — être tentée. Voici ces conditions :

1° Dans un tel gouvernement, le Parti aura la *direction*, l'*autorité* et la *majorité;*

2° Et, par cela même, le Parti pourra « *assurer, dans l'action gouvernementale, la prépondérance des solutions de décision, d'énergie, d'audace et de volonté qu'il croit seules capables de sauvegarder l'avenir du pays et de sauver la démocratie menacée* » (Résolution du groupe parlementaire, 24 novembre 1925; Congrès extraordinaire, janvier 1926; Conseil national, octobre 1930; Congrès, janvier 1930).

Ces *solutions audacieuses*, le Parti en avait défini nettement, bien que brièvement, l'esprit : le gouvernement devra être un « *gouvernement de combat* » (Congrès de Mulhouse, 1935). Il aura pour tâche d'« *imprimer une impulsion déterminante au rythme de transformation économique de la société* » (ordre du jour commun de la C.A.P. et du groupe parlementaire, 11 novembre 1928); d'« *appliquer un programme portant sa marque propre* » (Congrès de janvier 1930); d'user de « *méthodes hardies destinées à défendre l'Etat contre les excès des puissances d'argent* » (Congrès de Huyghens, 1932); de « *briser, en prenant appui sur les masses laborieuses, les résistances du grand capitalisme bancaire et industriel* » (Congrès de Mulhouse, 1935); de « *briser les résistances de l'oligarchie financière* » (Conseil national, novembre 1935). En un mot, le Parti socialiste n'acceptera d'« *exercer le pouvoir que dans la mesure où il peut en user pour accélérer le rythme, d'une part, du mouvement politique qui conduit à la conquête, d'autre part, de l'évolution économique qui prépare la transformation révolutionnaire* » (Léon Blum, *Populaire*, 2 juillet 1935).

On nous dit : les conditions sont remplies

Voici ce que nous voulions lorsque se sont ouverts, le 30 mai 1936, les travaux du Congrès de Huyghens. La première condition, « *avoir dans un gouvernement la direction et l'autorité* », est remplie, nous a dit Paul Faure. « *Nous sommes l'élément prépondérant de toute majorité républicaine possible* ». Nous allons constituer un « *gouvernement de Front populaire à direction socialiste* », nous a dit Léon Blum.

Quant à la seconde condition, il semblait également qu'elle fût remplie. Le gouverne-